



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Socialisme-distributif-quoi-de>

Socialisme distributif, quoi de neuf ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2015 - N° 1165 - juin 2015 -

Date de mise en ligne : mardi 29 septembre 2015

Date de parution : juin 2015

Description :

Guy Evrard expose son point de vue personnel, et interroge...

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

C'est la mine inépuisable d'internet que Guy Evrard a explorée pour se faire l'opinion très personnelle qu'il expose ci-dessous ; ce texte appelle des réponses, elles trouveront leur place dans les prochains numéros de La Grande Relève.

Dans son expression, l'économie distributive a éclipsé le socialisme distributif des débuts. La politique aurait-elle définitivement rendu les armes devant l'économie ? Non, bien sûr, pas à la Grande Relève. C'est que les mots socialisme et communisme sont devenus presque tabous. Pourtant, il arrive que de nouveaux venus à la rédaction fassent remarquer, après que Marie-Louise Duboin leur ait exposé les fondements de l'économie distributive, qu'il s'agit « d'idées communistes ». Il est vrai aussi que le mot socialisme prête aujourd'hui à confusion, tant les partis socialistes ou sociaux-démocrates européens, lorsqu'ils accèdent au pouvoir, conduisent une politique libérale proche de celle de la droite [[\], si bien que cette dernière, en France, n'hésite plus à se référer à Jean Jaurès !](# "Guy Evrard, La ")

Alors, n'est-il pas temps de retrouver le sens de ces mots qui ont porté tant d'espérances ? Est-il si judicieux de récuser l'analyse marxiste plutôt que d'y rechercher les outils utiles à la compréhension de notre époque, comme le font à nouveau de nombreux chercheurs ? Essayons donc de retrouver ce que l'on oublie du socialisme quand on évoque une société distributive. En insistant d'abord pour que l'économie reste soumise au débat politique et non l'inverse.

La grande relève des hommes par la machine (puis par la science)

Cette belle idée humaniste, émancipatrice, énoncée naguère par Jacques Duboin [2] mais qui ne figure plus au fronton de la GR, résume la confiance accordée alors au progrès des sciences et des techniques. Plongeant ses racines au siècle des Lumières, elle imprégna aussi en France les mouvements socialiste (Jean Jaurès...) et anarchiste (le géographe Elisée Reclus...), dès la seconde moitié du 19ème siècle. Ce qui n'empêcha pas Elisée Reclus d'exprimer déjà ses craintes des dégâts infligés à notre planète par l'industrialisation [3], [4].

Depuis, l'accaparement des fruits de la recherche scientifique au service de techno sciences, notamment à la faveur des deux guerres mondiales, d'abord par le capitalisme, puis par l'URSS, et dans leur dangereuse concurrence au cours de la guerre froide, a conduit au productivisme ravageur, à la prédation incontrôlée des ressources de la Terre et à la dégradation généralisée de notre environnement. Aujourd'hui, le libéralisme tente de nous convaincre « de ré-enchanter le risque » [5], devenu marchandise, de ne pas douter des capacités de résilience de la planète [6], jusqu'à suggérer de confier aux apprentis sorciers de la géo-ingénierie le soin de corriger les effets de nos débordements [7], dont les conséquences climatiques s'annoncent d'ampleur géophysique. Le prix Nobel de chimie Paul Crutzen [8], qui proposa la reconnaissance d'une nouvelle ère géologique, l'Anthropocène [9], se résoudrait à une telle intervention dont le dernier rapport du GIEC [10] pointe à la fois l'illusion et les inconnues.

La belle idée s'est trouvée ainsi anéantie et la faire renaître est devenu une dimension majeure de la lutte contre le capitalisme, contre une certaine stratégie économique de la Chine et dans les processus de développement des pays pauvres à la condition que ces derniers se soustraient au néocolonialisme et à la tutelle de la troïka (FMI, Banque mondiale et OMC). Cette analyse est partagée par des citoyens de bon sens engagés pour l'avènement d'une société plus juste et plus humaine, sur une Terre préservée enfin de l'anthropocentrisme et de la démesure

d'une science trop sûre d'elle-même [11] lorsqu'elle est phagocytée par le néolibéralisme, jusqu'à ses projets d'homme augmenté [12], [13]. Le sujet qui préoccupait Jacques Duboin, toujours pertinent, s'est néanmoins complexifié et plus encore depuis André Gorz [14]. L'écologie politique contribue à la réflexion.

Une société socialiste ?

Ne cherchons pas à retenir une définition dogmatique ni même historique de la société socialiste. Sans doute le rêve s'est-il modernisé, enrichi, instruit par l'expérience. Mais il tire toujours sa force d'avoir perpétuellement à inventer les voies de l'émancipation collective. En s'appuyant sur une forme d'organisation de la société qui privilégie la coopération à l'individualisme, l'émulation à la concurrence, qui revendique la mise en commun des grands moyens de production et d'échange, ainsi que les ressources financières qui permettent d'assurer leur développement. Il en résultera un cadre de vie mieux partagé, où la propriété privée des richesses par une minorité cèdera le pas à la liberté d'usage pour tous. Libérant les énergies pour enrichir l'être plutôt que l'avoir, selon une formule d'aujourd'hui.

Le pouvoir politique autant que la gestion économique devront s'organiser suivant cette même vision. Ce que n'ont pas su faire jusqu'ici, sauf à de rares moments de notre histoire (lors de la Commune de Paris par exemple), les forces politiques se réclamant d'idées socialistes. Ainsi, lorsqu'à l'Est, confrontées à l'adversaire historique (les survivances d'un ancien régime, la barbarie nazie, puis le capitalisme impérialiste et militarisé occidental), elles ont abouti au régime de Staline plutôt que de s'appuyer sur un pouvoir démocratique largement partagé. Nous savons bien que l'aspiration citoyenne est maintenant d'aller vers davantage de démocratie participative et délibérative, d'en finir avec les carrières politiques, par un renouvellement majeur de nos institutions. De même dans les entreprises, où la propriété sociale des moyens de production doit permettre de redistribuer les pouvoirs de décision, la citoyenneté ne s'arrêtant plus à la porte des lieux de travail. L'autogestion a d'ailleurs été un mot d'ordre vivace en 1968.

Cette vision du socialisme est développée par la GR au fil des articles. Au chapitre essentiel des libertés, il s'agit dans tous les cas de rechercher un équilibre, toujours subtil, entre l'intérêt général et la liberté individuelle, qui ne soumet pas celle-ci, dans de larges secteurs de la vie sociale, au pouvoir de la majorité, selon des droits constitutionnels sans doute à préciser.

Si certains imaginent la disparition de l'Etat dans une vision internationaliste lointaine, il semble plus urgent, dans la lutte contre le capitalisme et pour une démocratie revivifiée, de remettre l'Etat au service de l'intérêt général et non pas des intérêts marchands, au prétexte de défendre l'emploi. Si de grands problèmes de notre époque, tels que le réchauffement climatique ou la financiarisation de l'économie ne peuvent effectivement trouver de solution sans concertation internationale, on voit bien qu'une gouvernance à l'échelle de l'Europe ou à l'échelle planétaire ne vise en réalité, dans la mondialisation économique actuelle, qu'à éloigner les peuples des centres de décision, à réduire les avancées sociales les plus favorables et à rendre plus difficile la montée des luttes populaires. Alors que le pouvoir exécutif est attribué à des organismes experts serviles aux grands intérêts financiers, sans même plus d'apparence démocratique.

La formule « du local au global » suscite au contraire les initiatives entre citoyens qui se reconnaissent, partagent langue et culture, mais aussi des différences enrichissantes qu'encadre la république laïque. Ces hommes et ces femmes peuvent mettre en commun leurs ressources et interpeler les gens d'un pouvoir plus proche, dans une forme de démocratie encore à leur portée pour la réinventer. Abordant ainsi sur des bases plus solides les nécessaires avancées vers le global. Aller vers un authentique internationalisme, c'est d'abord mettre fin à la mondialisation financière qui prévaut aujourd'hui. Frédéric Lordon [15] et Régis Debray [16] reviennent sur les arguments, la philosophie et les promesses d'un horizon avec des frontières à hauteur d'homme. Ce qui n'a rien à voir avec un quelconque nationalisme frileux, égoïste ou potentiellement agressif.

Certes, l'utopie communiste est internationaliste, au bout du socialisme. Mais tout reste à faire ! C'est bien ce que laisse entendre cette évocation du Monde diplomatique [17] parlant du film *Kommunisten* de Jean-Marie Straub : « Qu'est-ce que l'utopie communiste ? Une exigence, faite de respect envers les humiliés et leurs révoltes, de connaissance de l'histoire des rapports de classe, et du grand rêve d'une cité harmonieuse (...). Comme dit André Malraux, cité dans l'introduction, il y a encore autant de forces en lui que de menaces autour de lui ». Elle peut donner envie de relire le roman de Nicolas Ostrovsky [18], *Et l'acier fut trempé*, situé dans le cours de la révolution soviétique. Et dans lequel une courte préface consacrée à son auteur, écrite par Romain Rolland en 1945, lui fait dire : « Dans notre pays, même la nuit noire peut devenir un matin éclatant de soleil » !

Revenu social et monnaie distributive

Ces deux piliers de l'économie distributive [19], [20] ne se conçoivent a priori que dans un cadre non capitaliste. A ne pas confondre avec une économie redistributive. La première fixe les règles d'une mise à disposition, aussi équitable que possible, des richesses disponibles dans une communauté donnée. La seconde tente de corriger, par exemple via l'impôt et les prestations sociales, une répartition inéquitable au départ de ces richesses. La première se réfère à une société de type socialiste, sinon aboutie (communiste), du moins dont les bases d'égalité sont déjà clairement établies, et selon que l'état d'abondance est atteint ou non. La seconde admet une inégalité de principe dans le partage des richesses, comme moteur de la société, telle qu'on la rencontre dans l'économie libérale. Les partis socialistes actuels (en dépit de leur dénomination) ou socio-démocrates furent des acteurs de l'économie redistributive, sous la pression des luttes politiques et sociales. Ils ne sont plus que les gestionnaires des exigences libérales. Dans l'esprit, la distribution privilégiera un droit d'usage, la redistribution défend un droit de propriété. Une interrogation majeure pointe : dans quelle mesure et à quelles échelles ces deux économies peuvent-elles cohabiter ? De la réponse à cette question dépend la stratégie envisageable pour tenter des expériences d'économie distributive, en sachant bien qu'une éventuelle concurrence entre les deux modèles de société risque d'être conflictuelle.

Le revenu social [21], [22], en économie distributive, doit assurer les moyens d'une existence normale, dans une organisation socio-économique qui s'appuiera sur des services publics largement développés. On sait bien qu'en économie capitaliste, un tel revenu ne sera jamais envisagé que comme un revenu de survie, destiné à assurer la paix sociale et remplaçant toutes les aides existantes, dans un système qui aura privatisé un maximum de services publics. Les notions de travail et de salaire doivent être discutées sur ces bases. Substituer l'idée d'une activité choisie à celle d'un travail, considéré souvent comme aliénant, est un objectif de l'économie distributive, en conservant une obligation de service civique pour les travaux plus ingrats qui n'auront pu être automatisés et ne trouvant pas de volontaires. Dans ce contexte, le revenu social remplacera à terme totalement le salariat, celui-ci étant considéré par certains tout juste comme un esclavage rémunéré. Cette vision finaliste oublie cependant que le travail et le salariat ont été les liens unificateurs de la classe ouvrière, concentrée dans les fabriques puis dans les grandes entreprises, à l'origine des luttes sociales les plus vigoureuses, dans une volonté émancipatrice, d'où ont germé les idées socialistes et l'utopie communiste. Une vision distributrice qui effacerait cette référence sociale historique, au lieu de s'appuyer sur elle, alors que notre pays se désindustrialise et précarise les emplois, réduit une à une les conquêtes du CNR (Conseil national de la résistance) en 1945, ne nous conduirait-elle pas plutôt vers l'imaginaire de George Orwell [23], [24] ? Tant que le capitalisme subsiste, pour Bernard Friot [25] « Le salariat, c'est la classe révolutionnaire en train de se construire » !

Jean Gadrey [26] nous explique qu'il est difficile d'évaluer le poids véritable des transactions financières par rapport à celui de l'économie réelle, le premier étant assurément nettement supérieur et rapidement croissant toutes ces dernières années. L'argent marchandise, par des mécanismes spéculatifs plus ou moins sophistiqués, vient ainsi alimenter la bulle du capitalisme financiarisé, aujourd'hui au cœur d'un pouvoir économique qui nous mène vers la catastrophe écologique et sociale, peut-être finale pour l'humanité. Il est sans doute également difficile d'évaluer quelle part du travail humain est en même temps confisquée, au-delà de la répartition de la valeur ajoutée dans

l'économie réelle entre travail et capital, moins favorable au travail depuis les années 1980.

Pour en finir avec cette mécanique infernale, l'autre pilier de l'économie distributive s'appuie sur un dispositif monétaire simple dans son principe, enlevant tout caractère de marchandise à l'argent et donc interdisant tout mécanisme spéculatif. Schématiquement, la création monétaire est assurée par un organisme bancaire public décentralisé autant que de besoin, en fonction de programmes de fabrication décidés et planifiés démocratiquement. La monnaie émise correspond exactement à la valeur des équipements, biens et produits à réaliser. Elle est distribuée aux particuliers dans le revenu social et aux collectifs en fonction de leurs projets programmés dans le plan. Elle est ensuite détruite au fur et à mesure de la réalisation ou de l'acquisition de ces équipements, biens et produits. Monnaie éphémère, sa thésaurisation avec intérêt est rendue impossible. Un tel mécanisme assure en même temps une gestion comptable des richesses et des ressources, permettant de cerner les prix autrement que par les "équilibres" de marché, évitant les gaspillages, notamment des ressources naturelles. Economie de la demande, qui doit répondre aux besoins des citoyens plutôt que de solliciter les consommateurs, elle rappelle, dans sa simplicité, l'organisation des soviets, même si l'attribution monétaire dans ces derniers était probablement plus rustique, dans des circonstances historiques et culturelles totalement différentes, et sans les outils numériques d'aujourd'hui. Subsistent néanmoins des interrogations. Mis en place dans un périmètre donné, comment l'écosystème distributif communique-t-il avec un environnement qui reste acquis au capitalisme ? Sa monnaie, comme une monnaie locale, non échangeable à l'extérieur, oblige à revenir au troc, d'où la complexité d'estimation de la valeur des objets échangés, à laquelle se heurtait déjà le commerce avec les Pays de l'Est. Les fluctuations monétaires externes continuent d'avoir des répercussions internes. Simple pour les achats courants entrant dans le revenu social, comment procéder aux achats plus conséquents si l'épargne et le crédit ont disparu ? Pourquoi ne pas imaginer plutôt des taux d'intérêt maintenant strictement le pouvoir d'achat de la monnaie ? Pourquoi serait-il plus difficile d'empêcher tout simplement la spéculation, puisque de toute façon une forme de coercition sera inévitable ? Etc.

Quel avenir pour les idées de l'économie distributive ?

L'économie distributive se réfère donc, au moins implicitement, au socialisme, voire à l'idéal communiste. Certains ont voulu y reconnaître une voie originale vers de tels objectifs, alliant plus sûrement égalité sociale, démocratie et liberté individuelle, comme le suggère encore la dernière phrase de l'épilogue de l'ouvrage de Marie-Louise Duboin [[19](#)], Les affranchis de l'an 2000, publié en 1984 : « Pourrai-je (...) voir la France devenir le berceau du socialisme dans la liberté [en majuscules dans le texte] ? ».

Bien qu'il soit important de réfléchir aux contours de la société dans laquelle auraient cours les mécanismes économiques invoqués, comme continue de le faire la GR, il reste que la richesse du projet socialiste en général réside dans sa capacité d'invention collective permanente des voies de l'émancipation. On ne peut donc isoler la réflexion de l'action politique et sociale, pour en finir avec le capitalisme et changer la société.

Certes, la gauche [[1](#)] qui rejette le capitalisme se cherche désespérément et n'est pas à la veille de diriger le pays. S'y fondre serait suicidaire. Au moins serait-il opportun d'engager une nouvelle confrontation des idées. Plusieurs chemins sont envisageables simultanément : intéresser des chercheurs de l'histoire sociale (par exemple à l'EHESS - Ecole des hautes études en sciences sociales), susciter un travail théorique qui confronte les idées de l'économie distributive à la pensée économique hétérodoxe, notamment marxiste, demeurer dans les instances appropriées de mouvements d'éducation populaire, être attentif aux actions unitaires et aux programmes des formations politiques et syndicales qui dénoncent le capitalisme, s'intéresser aux expériences locales de l'économie sociale et solidaire, des communs... Tout cela contribuerait à la créativité indispensable lorsqu'enfin, dans notre pays, le temps de nouveaux rapports sociaux sera venu.

[1] Guy Evrard, La "gauche" et le capitalisme aujourd'hui en France
I. Le poids de l'histoire, la GR n°1160, p. 9, janvier 2015
II. A la croisée des chemins, la GR n°1161, p. 7, février 2015.

[2] Jacques Duboin, La grande relève des hommes par la machine, éd. Les éditions nouvelles, Paris (1932).

[3] Elisée Reclus, Histoire d'un ruisseau, 1869, éd. Babel (1995).

[4] Elisée Reclus (De l'action humaine sur la géographie physique, monographies, 1864), cité par Philippe Pelletier : « Les travaux de l'homme et des peuples, à mesure qu'ils se sont développés en intelligence et en liberté, sont devenus, par la force de l'association, de véritables agents géologiques qui ont transformé de diverses manières la surface des continents, changé l'économie des eaux courantes, modifié les climats eux-mêmes », dans La géographie sociale d'Elisée Reclus, Le Monde diplomatique, janvier 2009.

[5] Gérald Bronner, La planète des hommes. Réenchanter le risque, éd. PUF (2014). Conférence au Musée des arts et métiers, CNAM, Paris, le 4 décembre 2014.

[6] Romain Felli et Raphaël Mathevet, La résilience entre science et politique, Séminaire interdisciplinaire Gouverner le vivant, Paris, le 28 novembre 2014. <http://glv.hypotheses.org/a-propos>

[7] Geneviève Azam, Catherine Bourgain, Clive Hamilton et Pat Mooney, Manipuler le climat, manipuler la vie, raison et déraison des nouvelles technologies, conférence-débat organisée par la Fondation sciences citoyennes, Attac, Basta !, Réseau semences paysannes et ETC group, Cité des sciences et de l'industrie, Paris, le 8 octobre 2013.

[8] Paul Crutzen : « Et si l'on manipulait le climat ? », entretien avec Sophie Coisne, La Recherche, n°399, p. 82, juillet-août 2006.

[9] Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, L'évènement Anthropocène - La Terre, l'histoire et nous, éd. Seuil (2013).

[10] Changements climatiques 2013. Les éléments scientifiques. Contribution du Groupe de travail I au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Résumé à l'intention des décideurs, ch. E.8, dernier point.

[11] Catherine et Raphaël Larrère, Du bon usage de la nature, éd. Aubier, Paris (1997) et éd. Flammarion, Champs essais, Introduction pp. 8-9, Paris (2009).

[12] Jean-Michel Besnier, Demain les posthumains - Le futur a-t-il encore besoin de nous ?, éd. Fayard (2010). Contribution au thème « en perspective » De l'homme réparé à l'homme augmenté : quelles limites à la science ?, Les fondamentales, Le forum du CNRS, La Sorbonne, Paris, 15-16/11/2013.

[13] François Chatel, L'heure du choix a sonné - IV. Quel avenir avec le transhumanisme ?, GR 1159, p. 9, décembre 2014.

[14] André Gorz, Ecologica, éd. Galilée, Paris (2008).

[15] Frédéric Lordon, Leçons de Grèce à l'usage d'un internationalisme imaginaire (et en vue d'un internationalisme réel), La pompe à phynance, Le monde diplomatique, le 6 avril 2015. <http://blog.mondediplo.net/2015-04-06-Lecons-de-Grece-a-l-usage-d-un-internationalisme>

[16] Régis Debray, Eloge des frontières, éd. Gallimard, (2010).

[17] Mehdi Benallal, Kommunisten, film de Jean-Marie Straub, Le Monde diplomatique, n°733, p. 26, avril 2015.

[18] Nicholas Ortovski, Et l'acier fut trempé, éd. Les éditeurs français réunis, Paris (1957).

[19] Marie-Louise Duboin, Les Affranchis de l'an 2000, éd. Syros, Paris (1984)

[20] Marie-Louise Duboin, Mais où va l'argent ?, éd. du Sextant, Paris (2007).

[21] Jean-Claude Loewenstein, Problématique d'une allocation universelle, février 2012.
http://www.allocationuniver-selle.com/doc/Topo_Alloc_Univ_-JCL-_definitif.pdf

[22] Contributions multiples, Un revenu pour exister, Revue Mouvements, n° 73, 2013/1, éd. La Découverte.
<http://www.cairn.-info/-revue-mouvements-2013-1.htm>

[23] George Orwell, La ferme des animaux (1945), éd. Champ libre, Paris (1981) et éd. Gallimard, folio (1983).

[24] George Orwell, 1984, éd. Gallimard, folio (1950).

[25] Bernard Friot, « Le salariat, c'est la classe révolutionnaire en train de se construire », entretien avec Cécile Rousseau, L'Humanité, 14 août 2013.

[26] Jean Gadrey, La finance pèse-t-elle 100 fois plus que l'économie réelle ? 10 fois plus ? Bien moins..., blog Alternatives économiques, 13 septembre 2014.
<http://alternatives-economiques.fr/blogs-/gadrey-/2014-/09/13/la-finance-pese-t-elle-100-fois-plus-que-l%E2%80%99economie-reelle-10-fois-plus-bien-moins/>